

# Déclaration de Halifax

en faveur de  
la reconnaissance  
des acquis

Les résultats de  
**la conférence nationale mixte  
sur la reconnaissance de l'apprentissage**  
pour l'évaluation et la reconnaissance  
des acquis et la reconnaissance des  
qualifications professionnelles

Bâtir la future prospérité du Canada  
Un appel à l'action!



**PLA**  
centre



Développement des  
ressources humaines Canada

Human Resources  
Development Canada

Westin Nova Scotian, Halifax, Nouvelle-Écosse, Canada  
Due 28 au 31 octobre 2001

# UN TREMPLIN POUR LA PROSPÉRITÉ ÉDU CANADA PASSONS À L'ACTION!

## Comité consultatif national à la conférence Reconnaître l'apprentissage

- **Annette Albert** Ministère de la Formation et du Développement de l'emploi du Nouveau-Brunswick
- **Deb Blower** CAPLA – présidente, facilitatrice de la reconnaissance des acquis, Collège de Red River
- **Terry Anne Boyles** Association des Collèges communautaires du Canada
- **Felicity Corelli** Ministère de la Formation, des Collèges et Universités de l'Ontario
- **Sandra Evans** Ministère des Services à la Jeunesse et de l'Enseignement postsecondaire, Terre-Neuve et Labrador
- **John Fisher** Adult Skills Alberta, Alberta Learning
- **John FitzGibbon** Centre for Curriculum, Transfer & Technology, Colombie-Britannique
- **Phyllis Godfrey** ministre responsable du Multiculturalisme et de l'Immigration, Colombie-Britannique
- **Louise Gordon** Conseil sur l'enseignement postsecondaire, Manitoba
- **David Gourlay** Développement des ressources humaines Canada
- **Gary Greenman** The Alliance of Sector Councils
- **Mohinder Grewal** National Visible Minority Council on Labour Force Development
- **Kevin Hayes** Congrès du travail du Canada
- **Lynda Joyce** Groupe de travail sur l'accès aux professions et aux métiers, Citoyenneté et Immigration, Politique économique et Sélection
- **Seana Kozar** DisAbleD Women's Network (DAWN)
- **Ginette Lamarre** Collège Ahuntsic
- **Lurline Langbell** Canadian Learning Bank, Open Learning Agency
- **Gail Larose** Alliance canadienne des organismes d'éducation et de formation
- **Toni Lauriston** Ministère de la Formation, des Collèges et Universités, Ontario
- **Carol Leef** Enseignement supérieur, Yukon
- **Catherine MacLean** Collège communautaire de la Nouvelle-Écosse
- **Shamira Madhany** Groupe de travail sur l'accès aux professions et aux métiers, ministère de la Formation et des Collèges et Universités
- **Gordon McDevitt** Assistant Deputy Minister, Advanced Education, Government of Yukon
- **Catherine Moore** Ministère de l'Éducation, de la Culture et de l'Emploi, gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
- **Kathleen Morrow** International Qualifications Assessment Service, Alberta Learning
- **Debbie Pineau** Ministère de l'Éducation de l'Île-du-Prince-Édouard, PSE/Formation continue et formation
- **David Rathbun** Aliant
- **Derwyn Sangster** Centre syndical et patronal du Canada
- **Bonnie Shiell** The Conference Board of Canada
- **Joy Suluk** Services secondaires et d'apprentissage des adultes, Nunavut
- **Nancy Tam** Enseignement postsecondaire et Formation de la Saskatchewan
- **Tracey Williams** Ministère des Services communautaires, Nouvelle-Écosse
- **Beverly Woznow** Ministère de la Formation et du Développement de l'emploi, Nouveau-Brunswick
- **Douglas Myers** PLA Centre, Halifax, Nouvelle-Écosse
- **Bonnie Kennedy** Chef de projet, La reconnaissance de l'apprentissage 2001
- **Joy Van Kleef** Coordinatrice des commandites, conseillère de la conférence, La reconnaissance de l'apprentissage 2001

### REMERCIEMENTS :

Verlie **Wile**, National Women's Reference Group

David **Bennett**, Association of Accrediting Agencies of Canada

Yves **Beaudin**, Canadian Information Centre for International Credentials Comité consultatif national (suite)

# **Déclaration de Halifax sur la reconnaissance de qualification et des acquis extrascolaires - 2001\***

## **Préambule**

Au cours de la planification et de la mise en œuvre du colloque “ Reconnaitre les apprentissages et bâtir l’avenir du Canada. Place à l’action! ” les organisateurs ont consulté les représentants d’un grand nombre d’organismes impliqués dans la reconnaissance des acquis extrascolaires (RAE) et la reconnaissance de qualification (RQ) à travers le Canada\*\*. De plus, le comité consultatif national du colloque (constitué de représentants des gouvernements fédéral, provincial/territorial, du milieu des affaires, du monde du travail, du monde de l’éducation ou de la formation, de groupes préoccupés des questions d’équité et de d’autres organismes nationaux) ont apporté leur expertise et leurs idées.

Tous et toutes ont fortement souhaité que les résultats du colloque sur la reconnaissance des apprentissages fasse l’objet d’un traitement particulier! A mesure que l’événement prenait forme, sur une période de plus de 18 mois, le désir de préciser des orientations concrètes pour l’avenir est devenu plus clair. A cette fin, plusieurs procédures et activités ont été mises sur pied afin de solliciter les opinions et les idées des participants du colloque pour définir un plan d’action. Un sondage réalisé auprès des participants et un groupe de discussion tenu lors du colloque, ainsi que les rapports des ateliers qui se sont tenus au cours des trois jours, ont fourni un matériel rendant compte de l’événement. Le résultat de ces activités et consultations forment la base de la présente “Déclaration de Halifax sur la reconnaissance de qualification et des acquis extrascolaires”. Il est à souhaiter que le leadership, la passion et l’engagement qu’ont démontré les participants au colloque pour la reconnaissance de qualification et des acquis extrascolaires, dont la Déclaration témoigne, apporteront une vision et un plan d’action pour les développements à venir au Canada.

## La Déclaration...

Nous, les participants du Colloque national conjoint sur l'évaluation des apprentissages extrascolaires et la reconnaissance de la qualification, tenu à Halifax, Nouvelle-Écosse, du 28 au 31 octobre 2001 soutenons les principes et actions suivants :

Nous croyons que ...

**A.** La reconnaissance des apprentissages antérieurs est fondamentale pour l'émergence et le développement d'une culture de la formation continue. Une culture de la formation continue reconnaît que les institutions d'éducation formelle de notre société ne sont qu'une partie des ressources en éducation disponibles aux individus. Le foyer, la communauté, le lieu de travail, les activités sociales et récréatives ainsi que d'autres aspects de la vie sont autant d'occasions propices à réaliser des apprentissages.

Le 21<sup>e</sup> siècle représente un environnement économique extraordinaire qui sous-tend des changements démographiques significatifs, une restructuration des économies et des institutions, une pénurie critique de compétences, une concurrence planétaire pour des ouvriers qualifiés, une immigration croissante et un progrès technologique incessant. Afin de maintenir une qualité de vie et atteindre la prospérité économique désirée, nous devons soutenir et reconnaître la formation continue sous toutes ses formes. Ce faisant, nous encourageons l'inclusion sociale, l'émancipation des individus, l'équité et une meilleure qualité de vie pour tous.

Une reconnaissance formelle doit être émise lorsque les individus sont en mesure de démontrer qu'ils ont acquis les connaissances et les habiletés requises et ce, peu importe où et comment cet apprentissage a été réalisé. Les institutions d'enseignement, les corporations professionnelles et les employeurs devraient fournir de telles reconnaissances et accréditations.

**B.** Tout apprentissage devrait être reconnu ou examiné à cette fin par les institutions d'enseignement, les corporations professionnelles et les organisations du monde du travail. Les personnes qui s'installent au Canada ou qui se déplacent à travers le pays devraient avoir des chances égales de se voir reconnaître leurs compétences. Il est entendu que les cours, les programmes et les moyens d'évaluation varient d'un endroit à un autre, d'une institution à l'autre et d'un pays à l'autre. Mais de telles différences ne doivent pas être utilisées pour discréditer l'ensemble des apprentissages réalisés dans ces contextes variés. La reconnaissance et les crédits obtenus suite à des

apprentissages réalisés dans un cadre donné devraient être reconnues dans d'autres cadres, devenant ainsi des marchepieds plutôt que des obstacles pour accéder au marché du travail, à une promotion ou à de l'enseignement supérieur. La non reconnaissance des apprentissages antérieurs - nationaux, internationaux, formels or informels - est coûteuse pour les individus, l'économie et la société en général.

C. Les Canadiens, incluant les immigrants, devraient avoir le droit d'obtenir que leurs apprentissages antérieurs soient évalués et reconnus. Nous sommes conscients que la reconnaissance des qualifications étrangères et l'évaluation des apprentissages extrascolaires est une entreprise complexe qui requiert des conseillers et évaluateurs compétents. Nous savons également qu'au cours de la dernière décennie, le Canada a développé, à travers des projets pilotes innovateurs qui ont réussi, des méthodes et techniques pour reconnaître les apprentissages réalisés sous diverses formes. Des politiques et des programmes de soutien doivent maintenant être mis en place pour mettre en valeur ce travail et favoriser l'application souple, accessible et systématique de ces résultats. Un leadership national/provincial/territorial appuyé par une collaboration active des intervenants des divers secteurs concernés est essentiel pour assurer l'utilisation et le développement des ressources, des stratégies et des outils de façon cohérente et efficace au bénéfice de tous et toutes.

*Pour que ces principes deviennent réalité, les actions suivantes sont nécessaires:*

1. Des fonds dédiés à la reconnaissance des apprentissages antérieurs doivent être alloués. Les institutions d'enseignement postsecondaire auront besoin de mesures incitatives pour répondre aux besoins de reconnaissance, d'éducation et de formation des Canadiens adultes et des nouveaux arrivants au Canada car le mode de financement actuel impose des limites à leur capacité d'action. Sans un financement dédié aux programmes de formation continue pour les adultes, aux services d'aide pédagogique et aux services d'évaluation, ceux-ci risquent de voir leurs apprentissages réalisés dans un cadre non formel ou à l'étranger non évalués et non reconnus. Une telle situation est non seulement décourageante dans une société de formation continue mais, pire, peut obliger les étudiants adultes à tout recommencer inutilement chaque fois qu'ils retournent dans un système d'éducation formel ou commencent de nouveaux programmes de formation.

Cela vaut aussi pour les corporations professionnelles qui disposent de fonds limités pour développer des systèmes d'évaluation pour répondre aux besoins de ceux qui

veulent une accréditation ou un permis et également pour les employeurs qui veulent enrichir les compétences de leurs employés et non répéter ce qu'ils savent et maîtrisent déjà. Il est nécessaire d'assurer une plus grande circulation de l'information et une meilleure compréhension des pratiques d'évaluation et de reconnaissance des connaissances et habiletés acquises de façon formelle et informelle. Il est également nécessaire de se préoccuper de la coordination générale des actions au sein d'un large éventail d'intervenants différents. Il existe plusieurs exemples comme des programmes de formation manquante et des crédits accordés pour de la formation en milieu de travail qui ont aidé à réduire le problème de la répétition en formation. De telles pratiques doivent faire partie intégrante du système de reconnaissance des apprentissages au Canada. Les ressources en matière de reconnaissance des apprentissages doivent être disponibles pour tous ceux qui en font la demande.

**2.** Des standards et des critères nationaux doivent être développés et appliqués afin d'assurer la qualité des services de RAE/RQ ainsi que leur reconnaissance par tous. Afin de s'assurer que l'évaluation des apprentissages antérieurs est faite de façon efficace et équitable, il est essentiel que des standards et des procédures d'accréditations soient développés et implantés en matière d'évaluation des diplômes étrangers et en matière d'évaluation et de reconnaissance des apprentissages extrascolaires. De tels standards sont utilisés couramment pour évaluer les apprentissages des étudiants au niveau primaire et secondaire; ils doivent être développés pour le système de reconnaissance de la formation des adultes. Des standards acceptés au plan national et des pratiques de qualité doivent devenir disponibles pour faire en sorte que la reconnaissance des apprentissages constitue la base de la culture de formation continue au Canada et l'assise de notre système de formation des adultes. Nous pouvons nous inspirer des standards internationaux et des meilleures pratiques d'évaluation. Pour ce faire, le transfert d'expertise et la mobilité de la main-d'œuvre seront encouragés ou réalisés.

**3.** Un chef de file national doit être identifié et soutenu. Il doit y avoir un porte-parole national de la reconnaissance des apprentissages antérieurs au Canada. Une organisation existante, telle que la Canadian Association for Prior Learning Assessment (CAPLA) ou tout autre organisme, est nécessaire pour qu'un système de reconnaissance des apprentissages pour adultes devienne la plate-forme qui serve de base au développement de la culture de formation continue. En particulier, il faut assurer la défense et le soutien à l'échelle nationale d'un système canadien de formation des adultes, de reconnaissance des études étrangères et de reconnaissance de qualification qui soit disponible aux nouveaux arrivants au Canada dès le début du processus d'im-

migration afin de permettre ainsi un accès juste et équitable au marché du travail ou à une formation nécessaire pour combler certaines lacunes. L'analyse des avantages coûts/bénéfices à reconnaître les apprentissages doit également être davantage développée et ces avantages doivent être reconnus comme partie intégrante de la stratégie de développement durable de la main-d'œuvre au Canada.

**4.** Le gouvernement fédéral doit assurer le leadership afin de développer et soutenir ces initiatives importantes. Le gouvernement du Canada a un rôle important à jouer en coordonnant l'action de ses divers ministères et en assurant le financement nécessaire pour poursuivre la mise en œuvre de la reconnaissance des acquis à travers le pays. Les gouvernements provinciaux et territoriaux ont aussi un rôle clé à jouer, ainsi que d'autres décideurs comme certains organismes de réglementation.

Les deux niveaux de gouvernement doivent investir dans un système de formation des adultes. La collaboration entre les gouvernements et les autres intervenants pour soutenir la reconnaissance des apprentissages fera en sorte que le Canada demeure une société juste et équitable - une société dans laquelle tous les citoyens ont accès à la reconnaissance des apprentissages et à un système d'équivalences et ainsi peuvent établir un lien significatif avec le marché du travail. Tout en respectant les juridictions, cette coopération va augmenter les capacités d'action des communautés et favoriser la croissance et la prospérité tant pour les individus que pour le pays pris dans son ensemble.

Compte tenu que la mise en œuvre de certains de ces projets prendra des années, on doit commencer maintenant. Le secteur de la 'reconnaissance des apprentissages' est prêt à passer à un plus haut niveau d'activité et d'impact. Les impératifs économiques et sociaux de la 'reconnaissance des apprentissages' commandent plus de leadership, d'engagement et de soutien.

En tant que membres du Réseau de la reconnaissance des apprentissages, constitué de représentants du milieu des affaires, du monde du travail, de corporations professionnelles, d'organismes de reconnaissance d'équivalences, de corps de métiers, de groupes visant l'équité, de maisons d'enseignement, de services gouvernementaux et de gouvernements, nous prenons un engagement envers les principes et les actions de cette Déclaration. Nous continuerons à jouer un rôle actif au sein de nos communautés pour promouvoir l'avancement de la reconnaissance des apprentissages et nous nous donnons rendez-vous en 2003, pour constater les progrès accomplis dans l'atteinte de cet important objectif national.



*\* Cette déclaration a été élaborée sur la base des résultats du sondage ‘Place à l’action ’ que vous pouvez consulter sur le site Internet du colloque à l’adresse suivante : [www.placentre.ns.ca](http://www.placentre.ns.ca)*

*D’autres sources complémentaires ont été utilisées comme un groupe de discussion lors du colloque et les compte-rendu des ateliers du colloque. Bien que nous considérons que la Déclaration de Halifax reflète bien les opinions de ceux et celles ayant participé aux diverses activités du colloque alimentant ce contenu, elle ne représente pas nécessairement l’opinion de chaque participant ni de chaque membre du Comité consultatif national ou des organisations ou gouvernements qu’ils représentent.*

*\*\* Le terme “reconnaissance des apprentissages antérieurs” utilisé dans le Déclaration a un sens inclusif et regroupe les pratiques de reconnaissance en lien avec la reconnaissance des acquis extrascolaires et les pratiques de reconnaissance de qualification. La reconnaissance de qualification inclut sans y être limité la reconnaissance d’équivalences pour études étrangères.*

Document préparé par

Bonnie Kennedy

Analyste principale en matière de politiques et gestionnaire de projet

Évaluation et reconnaissance des acquis

Téléphone: 705-878-5047

Télec.: 705-878-5018

Courriel: [b.kennedy@quicklinks.on.ca](mailto:b.kennedy@quicklinks.on.ca)

Hôte de la conférence sur la reconnaissance de l’apprentissage

Douglas Myers, directeur exécutif

Centre RDA

Halifax (Nouvelle-Écosse)

Téléphone: 902-454-2806

Télec.: 902-454-3603

Courriel: [dmyers@placentre.ns.ca](mailto:dmyers@placentre.ns.ca)

**Pour obtenir d’autres copies ou exprimer des commentaires, veuillez communiquer avec l’une des personnes ci-dessus.**





# Halifax Declaration for the Recognition of Prior Learning

A legacy from the  
**Recognizing Learning  
Joint National Conference**  
for Prior Learning Assessment  
and Qualification Recognition

Building Canada's Future Prosperity  
A call to action!



Human Resources  
Development Canada

Développement des  
ressources humaines Canada

Westin Nova Scotian · Halifax, Nova Scotia, Canada  
October 28–31, 2001

# National Advisory Committee Recognizing Learning Conference

In alphabetical order...

- **Annette Albert** Department of Training and Employment Development, New Brunswick
- **Deb Blower** CAPLA – Chair, PLA Facilitator, Red River College of Applied Arts, Science and Technology
- **Terry Anne Boyles** Association of Canadian Community Colleges
- **Felicity Corelli** Ministry of Training, Colleges & Universities, Ontario
- **Sandra Evans** Professional Development and Communications, Central West Health Corp.
- **John Fisher** Adult Skills Alberta, Alberta Learning
- **John FitzGibbon** Centre for Curriculum, Transfer & Technology, British Columbia
- **Phyllis Godfrey** Ministry of Community, Aboriginal and Women 's Services, British Columbia
- **Louise Gordon** Council on Post-Secondary Education, Manitoba
- **David Gourlay** Human Resources Development Canada
- **Gary Greenman** The Alliance of Sector Councils
- **Mohinder Grewal** National Visible Minority Council on Labour Force Development
- **Kevin Hayes** Canadian Labour Congress
- **Lynda Joyce** APT Working Group, Citizenship and Immigration Canada
- **Seana Kozar** DisAbled Women 's Network (DAWN)
- **Ginette Lamarre** CFCCP Coordinator, Collège Ahuntsic, Montreal
- **Lurline Langbell** Canadian Learning Bank, Open Learning Agency
- **Gail Larose** Canadian Alliance of Education & Training Organizations
- **Toni Lauriston** Ministry of Training, Colleges & Universities, Ontario
- **Carol Leef** Advanced Education, Government of Yukon
- **Catherine MacLean** Nova Scotia Community College
- **Shamira Madhany** Working Group on Access to Professions and Trades, Ministry of Training, Colleges and Universities, Ontario
- **Gordon McDevitt** Assistant Deputy Minister, Advanced Education, Government of Yukon
- **Catherine Moore** Department of Education, Culture & Employment, Government of the Northwest Territories
- **Kathleen Morrow** International Qualifications Assessment Service, Alberta Learning
- **Debbie Pineau** PEI Department of Education, PSE/Continuing Education & Training
- **David Rathbun** Aliant
- **Derwyn Sangster** Canadian Labour and Business Centre
- **Bonnie Shiell** The Conference Board of Canada
- **Joy Suluk** Adult Learning and Post Secondary Services, Government of Nunavut
- **Nancy Tam** Saskatchewan Post-Secondary Education and Skills Training
- **Tracey Williams** Department of Community Services, Nova Scotia
- **Beverly Woznow** Training and Employment Development, New Brunswick
- **Douglas Myers** PLA Centre, Halifax, NS
- **Bonnie Kennedy** Senior Policy Analyst and Project Manager, Recognizing Learning 2001
- **Joy Van Kleef** Sponsorship Coordinator, Conference Consultant, Recognizing Learning 2001

## SPECIAL THANKS TO:

Verlie **Wile**, National Women 's Reference Group

David **Bennett**, Association of Accrediting Agencies of Canada

Yves **Beaudin**, Canadian Information Centre for International Credentials

# **Halifax Declaration for the Recognition of Prior Learning - 2001\***

## **Preamble**

Throughout the planning and implementation stages of the Recognizing Learning - Building Canada's future prosperity. A Call to Action! conference, organizers consulted with stakeholders from a wide range of groups and organizations across Canada involved with prior learning assessment (PLA) and qualification recognition (QR)\*\*. In addition, the conference's National Advisory Committee (business, labour and community groups, the education and training sector, groups seeking equity, federal, provincial/territorial government representatives and other national organizations) brought their expertise and ideas to the table.

Without exception, there was overwhelming support for a 'legacy' outcome from the Recognizing Learning conference! As the event began to take shape over an eighteen month period, the desire to articulate some concrete direction for the future became clear. To that end, several processes and activities were put in place to solicit the views of the conference participants and their ideas for a plan of action. The conference participant survey and an on-site focus group, along with workshop discussions recorded throughout the three days, provided an independent 'action research' project focused upon the event. The results of these activities and consultations form the basis of this "Halifax Declaration for the Recognition of Prior Learning". It is hoped that the leadership, passion and commitment of the conference participants to the field of prior learning assessment and qualification recognition, as articulated in the Declaration, will provide a vision and action plan for future development in Canada.

## **The Declaration...**

We, the participants of the Joint National Conference for Prior Learning Assessment and Qualification Recognition, held in Halifax, Nova Scotia, October 28-31, 2001 affirm the following principles and actions.

### **We believe that...**

**A.** The recognition of prior learning is fundamental to a lifelong learning culture. Within such a culture, society's formal educational institutions are only a part of the resources for the education of the individual. The home, the community, the workplace, one's social and recreational activities and other aspects of life are all settings for learning activities.

The 21st century represents an extraordinary economic environment that includes significant demographic shifts, restructuring of economies and institutions, critical skills shortages, global competition for skilled workers, increased immigration and the relentless progress of technology. In order to maintain quality of life and achieve our goals for economic prosperity, we must support and recognize continuous lifelong learning in all its forms. In so doing, we promote full labour market participation, social inclusion, individual empowerment and equity for all people.

When individuals are able to demonstrate that they have obtained the necessary knowledge and skills, regardless of where or how that learning has been acquired, appropriate learning credentials must be awarded. Educational institutions, occupational bodies and employers should provide such recognition and accreditation.

**B.** All learning should be recognized or considered for recognition by educational, professional and work organizations. People who move to Canada or move within the country should have a fair opportunity to have their credentials recognized. It is understood that courses, programs and evaluation practices will vary from place to place, institution to institution and from country to country. But such differences cannot be used to discount the overall learning outcomes derived from such experiences and opportunities. Credentials gained from learning in one setting should be recognized in other settings, thereby becoming stepping stones rather than obstacles to labour market participation, career advancement or further learning. The non-recognition of prior learning - domestic, international, formal or informal- is costly to the individual, the economy and to society at large.

C. Canadians including immigrants to Canada should have the right to have their prior learning assessed and recognized. We are aware that the recognition of international qualifications and the assessment of prior learning is a complex undertaking and one which requires competent and knowledgeable advisors, facilitators and assessors. We also know that over the past decade Canada, through innovative and successful pilot projects and programs, has developed a variety of effective methodologies and techniques to recognize learning in all its forms and settings. Policy and systems support now need to be put in place to further enhance this work and to provide accessible and flexible applications of these approaches. With national/provincial/territorial leadership and collaborative participation by other sectoral and community stakeholders, the development and utilization of resources, strategies and tools can be done in a consistent and efficient way so that everyone can benefit.

*In order for these principles to be realized the following actions are necessary:*

1. Dedicated funding for the recognition of prior learning must be provided. Post-secondary educational institutions will need incentives to attend to the recognition, educational and training needs of adult Canadians and newcomers to Canada, because of existing funding models and capacity limitations. Without dedicated funding for adult learning programs, counseling and assessment services, adults run the risk of not having their existing learning recognized and assessed. This serves not only as a disincentive within a lifelong learning culture, but may actually require adult learners to start back at the beginning, each time they return to the formal educational system or commence new training programs.

The same holds true for occupational bodies, which have limited funds to develop appropriate evaluation systems for those seeking certification and licensure and for employers who want to build upon rather than duplicate what their employees already know and can do. Greater understanding of and information about recognition and assessment practices of both formally and informally acquired knowledge and skills is needed, along with overall coordination amongst a wide range of stakeholders. There are many successful examples such as bridging programs and credit for workplace training that have helped to reduce the problem of the duplication of learning. These must be woven into the fabric of Canada's learning recognition system. Resources used for the recognition of learning must be made available to those who require them.

**2.** National Standards and criteria for practice must be developed and maintained in order to ensure high quality PLAR/QR services and programs and the widespread recognition of their outcomes. In order to ensure that the assessment of prior learning is done in an effective, efficient and equitable way, it is imperative that standards of practice and accreditation for international credential evaluation and prior learning assessment and recognition be developed and implemented. Such standards are quite common in the evaluation of student learning in the elementary and secondary educational system and they must be developed for the adult learning recognition system. Nationally acceptable standards and quality practices must be made available so that the recognition of learning becomes the platform upon which Canada's adult learning culture and training system is based. We can learn from international standards and best practices of evaluation. In this way, transferability and labour mobility will be achieved and/or enhanced.

**3.** National leadership must be identified and supported. There must be a national voice that speaks to the recognition of prior learning in Canada. An existing organization such as the Canadian Association for Prior Learning Assessment (CAPLA) or some new collaborative body is needed so that the adult learning recognition system becomes the platform upon which a lifelong learning culture is based. In particular, advocacy and support must be provided on a national scale. This would ensure that Canada's adult learning, international credential and qualification recognition system is made available to newcomers to Canada, early in the immigration process, thereby facilitating fair and equitable access to the Canadian labour force or to further education/training opportunities required to fill possible skill gaps. The business case for the cost-benefit advantages of recognizing learning must also be further developed and articulated as part of a sustainable labour force development strategy in Canada.

**4.** The federal government must provide leadership and support in order to develop and sustain these important initiatives. The Government of Canada has an important role to play through the coordination of its various departments and the provision of the necessary financial resources to advance and sustain the recognition agenda across the country. Provincial and territorial governments also have key roles to play, along with other stakeholders with decision-making authority such as regulatory bodies.

Both orders of government must invest in an adult learning system. Collaboration amongst governments and other stakeholders to support the recognition of learning will ensure that Canada remains a fair and equitable society - one in which all its citizens have access to the learning recognition and credentialing systems and hence to

a meaningful attachment to the labour force. While respecting the jurisdictional reality, such cooperation and leadership will build capacity within communities and promote growth and prosperity for individual Canadians and the country as a whole.

While a number of these actions will take several years to implement, a start must be made now. The 'recognizing learning' field is clearly ready to move to a new level of activity and impact. The 'recognizing learning' imperatives of our economic and social circumstances demand new levels of leadership, commitment and support.

As members of this Recognizing Learning community with representatives from business, labour, professional associations, credential recognition bodies, occupational bodies, groups seeking equity, education and training providers, settlement services and governments, we commit ourselves to the principles and actions stated above. We will continue to play an active role within our communities to advance the recognition of prior learning and look forward to meeting again in 2003, to review progress toward this important national goal.

*\* This Declaration is based primarily on the 'Call to Action' survey results which may be found on the conference web site at [www.placentre.ns.ca](http://www.placentre.ns.ca). Additional commentary provides context and was derived from many sources throughout the conference, including 'action research' findings, focus group discussions and workshop notes. While we believe that the Halifax Declaration is an accurate reflection of those who participated in these 'opinion-gathering' activities, it does not necessarily represent the views of every conference participant, each member of the National Advisory Committee or the organizations and governments they represent.*

*\*\* The term 'recognition of prior learning' as referenced in this Declaration, is used in an inclusive way and represents recognition practices undertaken in the fields of both prior learning assessment and qualification recognition. Qualification recognition includes but is not limited to, international credential recognition.*



Prepared by: Bonnie Kennedy  
Senior Policy Analyst and Project Manager  
Prior Learning Assessment and Recognition  
Tel: (705) 878-5047  
Fax: (705) 878-5018  
Email: b.kennedy@quicklinks.on.ca

Recognizing Learning Conference Host  
Douglas Myers, Executive Director  
PLA Centre  
Halifax, Nova Scotia  
Tel: (902) 454-2806  
Fax: (902) 454-3603  
Email: dmyers@placentre.ns.ca

**For additional copies or to express feedback, please contact either of the individuals above.**